

Former la jeunesse des minorités aux USA

Entretien avec Bianca Baldridge

Professeur d'éducation, Bianca Baldridge souligne l'importance de la formation extra-scolaire pour les jeunes des minorités américaines, et le peu de reconnaissance sociale dont bénéficient les formateurs, expérimentés et compétents mais souvent peu diplômés.

Bianca Baldridge est professeur d'éducation, spécialiste de l'éducation communautaire et de la pratique critique du travail avec les jeunes à la Harvard Graduate School of Education. Les recherches de Baldridge explorent le contexte sociopolitique du travail communautaire avec les jeunes et examinent de manière critique la confluence de la race, de la classe et du genre et leur impact sur les réformes éducatives qui façonnent les espaces communautaires engageant les jeunes noirs et latino-américains aux États-Unis. En outre, elle explore les pratiques organisationnelles et pédagogiques employées par les travailleurs de jeunesse dans le cadre des réformes et restructurations éducatives.

L'ouvrage de Baldridge, *Reclaiming Community: Race and the Uncertain Future of Youth Work* (Stanford University Press), examine comment les réformes racialisées et fondées sur le marché sapent les efforts des organisations communautaires noires pour soutenir des opportunités globales de développement des jeunes. Son livre a reçu le prix Critic's Choice Book Award 2019 de l'American Educational Studies Association. Avec le soutien du programme de bourses postdoctorales de la National Academy of

Education et de la Fondation Spencer, Baldridge a étudié comment le discours racial façonne les espaces communautaires qui mobilisent les jeunes noirs dans des villes majoritairement blanches qui prônent une éthique libérale et progressiste. Ses recherches actuelles portent sur 1) les questions plus larges d'équité auxquelles est confronté le secteur extrascolaire à l'échelle nationale, 2) la précarité de la profession d'animateur jeunesse et 3) la manière dont les organisations de jeunesse noires réagissent aux changements urbains et aux déplacements provoqués par la gentrification, la restructuration du système éducatif et les déplacements de population.

Ancienne intervenante auprès des jeunes pendant plus de 20 ans, Baldridge a collaboré avec plusieurs réseaux d'OST et des organisations à but non lucratif, et anime des communautés de pratique avec des intervenantes auprès des jeunes à travers le pays afin de soutenir des pratiques d'intervention auprès des jeunes axées sur la justice.

La Vie des idées : Au cœur de votre travail se trouvent la notion d'espaces éducatifs « communautaires », formels et informels, et la manière dont ils peuvent répondre aux difficultés des jeunes noirs et des jeunes issus de minorités ethniques aux États-Unis. Les chercheurs français et le grand public ne sont pas toujours familiers avec ce niveau d'intervention, qui est généralement géré par l'État central en France, et associé au travail social. Pouvez-vous expliquer les spécificités de ces programmes et leurs effets sur les jeunes minorisés, sur les résultats scolaires, ainsi que sur le capital social et l'identité ?

Bianca Baldridge : Les espaces éducatifs communautaires font partie d'un domaine plus vaste, celui du travail communautaire avec les jeunes ou des programmes extrascolaires. Il s'agit essentiellement de veiller à ce que les jeunes bénéficient du soutien personnel, éducatif et social dont ils ont besoin en dehors des heures de classe.

Je crois que tous les jeunes devraient avoir la possibilité de cultiver leurs talents, qu'ils devraient tous être en mesure de découvrir, de jouer, d'apprendre et de comprendre qui ils sont. Et je pense qu'il est vraiment important que nous comprenions que les écoles peuvent être, et ont en fait été des espaces hostiles, en particulier pour les jeunes noirs, et plus largement, pour les jeunes marginalisés par la race, le genre, la classe, la sexualité. C'est pourquoi j'étudie l'éducation des Noirs.

L'image des espaces éducatifs communautaires représente toujours les jeunes noirs comme ayant besoin de ce type de programmes, comme s'il y avait quelque chose qui n'allait pas chez eux. Je rejette cette prémissse. La réalité est que nous vivons dans une société raciste et que les écoles ont été des espaces de souffrance et de violence pour les jeunes. Pensez à la surreprésentation des jeunes noirs dans les mesures disciplinaires, ou au fait qu'ils sont orientés vers des classes de niveau inférieur au lieu de classes de niveau supérieur comme les cours d'AP ou d'Advanced Placement. Il y a aussi un rituel d'humiliation à l'école pour les jeunes Noirs. Je considère les espaces éducatifs communautaires comme un refuge contre ces espaces d'hostilité.

Je plaide pour des espaces qui ne ressemblent pas à l'école et, en fait, une grande partie de la littérature sur les espaces éducatifs communautaires explique que les jeunes préfèrent être dans leur programme pour la jeunesse après l'école plutôt qu'à l'école. Et cela a beaucoup à voir avec ce que j'appelle une sensibilité au développement de la jeunesse. Dans les écoles, l'autorité est très claire. Les enseignants ont l'autorité, ils ont le pouvoir, et c'est très hiérarchisé, c'est aussi très punitif. Il n'y a pas forcément de première, de deuxième ou de troisième chance pour corriger une erreur. C'est pourquoi on a écrit, et j'ai moi-même beaucoup écrit à ce sujet, que les espaces éducatifs communautaires peuvent offrir non seulement des secondes chances, mais aussi des troisièmes chances et parfois des quatrièmes chances.

La Vie des idées : Très frappante est votre sociologie des effets des politiques néolibérales sur l'organisation de ces programmes communautaires, et la façon dont elles diffusent le risque de considérer les jeunes comme de simples objets à améliorer pour répondre à des objectifs économiques nationaux. Du point de vue français, ces analyses, fondées sur un système beaucoup plus marchand que le nôtre, sont extrêmement stimulantes. Comment les politiques néolibérales encadrent-elles les jeunes noirs et leurs besoins au-delà des coupes budgétaires dans les programmes périscolaires ?

Bianca Baldridge : Les politiques néolibérales aux États-Unis, liées à l'éducation, reposent sur l'idée que la société fonctionne mieux selon les principes du marché. Cette idée s'accompagne d'un intérêt pour la concurrence ou l'individualisme, ce qui signifie que chaque individu de la société a le droit de mener une vie prospère ou de participer en quelque sorte au marché. Mais la réalité est qu'il existe des inégalités structurelles et que l'individualisme n'est à la portée de tout le monde. Un certain nombre de spécialistes de l'éducation et de sociologues ont fait un

travail considérable pour documenter les effets des politiques néolibérales sur les enseignants.

Tout, de l'enseignement aux tests, en passant par la mesure du succès ou de la réussite uniquement à l'aune des résultats des tests standardisés ou des notes, véhicule l'idée de quantité plutôt que de qualité. Même l'éducation dans son ensemble, le système scolaire, est souvent considéré comme une entreprise commerciale, et non comme un bien public. Par exemple, il y a des PDG dans les écoles et non des directeurs.

Ce que j'ai appris, c'est que le même désir de catégoriser la réussite en fonction de ces éléments mesurables se manifeste également dans le domaine de l'après-école. Les organisations communautaires peuvent apporter un soutien scolaire, un développement scolaire, mais elles développent également le leadership, l'identité ou l'éducation politique. Ce que j'ai constaté, c'est que les bailleurs de fonds, qui sont une pièce nécessaire du puzzle, pourraient vouloir voir le succès par l'augmentation des résultats des tests ; les organisations ont essayé de modifier leur mission ou leurs valeurs pour s'aligner sur les bailleurs de fonds dont les perspectives de réussite s'alignent sur ces résultats académiques, plus mesurables.

Une autre façon de modifier le paysage est ce que j'ai appelé la corporatisation de l'après-école. Alors que les écoles ressemblent davantage à des entreprises qu'à des écoles, les programmes d'activités périscolaires commencent à ressembler davantage à des écoles, où la pression exercée pour servir davantage d'élèves est désormais un gage de réussite. L'autre exemple que je peux vous présenter est également lié à l'encadrement des jeunes noirs, en particulier dans les organisations communautaires. Le préjugé commun sur les programmes parascolaires est que, encore une fois, les jeunes noirs ont besoin de ces programmes parce que quelque chose serait intrinsèquement mauvais chez eux. Et si vous pensez à ce qui s'est passé dans les médias populaires ou même dans les films ou à la télévision, vous voyez des choses comme, eh bien, « ces enfants sont à risque » ou « ils ont besoin d'un programme » ; « ils sont brisés » ou « ils ont besoin d'être sauvés » ; « ils ont besoin d'être réparés, ils viennent d'un foyer brisé ». Toutes ces expressions sont codées en fonction de la race et de la classe sociale, et indiquent à qui s'adressent ces programmes. Encore une fois, ce type de formulation ne dit rien sur l'inégalité structurelle, ne dit rien sur le racisme systémique, la suprématie blanche, le capitalisme ou quoi que ce soit d'autre qui se concentre spécifiquement sur l'enfant individuel, sur sa famille ou sur une sorte d'attribut culturel. Pour moi, cela est directement lié à ce que j'ai appelé le

néolibéralisme racialisé. En cas d'échec ou de « sous-performance », les individus sont blâmés. On blâme les jeunes. Les parents sont blâmés. Leurs communautés portent le blame, et pas seulement les jeunes.

Le néolibéralisme façonne en quelque sorte le rôle de la philanthropie dans la perpétuation de l'inégalité structurelle. Nous devons nous opposer à cela et essayer de protéger les jeunes Noirs de cette image très toxique selon laquelle ils manqueraient de quelque chose, seraient déficients, et ont besoin d'être corrigés. Le déficit n'est pas inhérent aux jeunes, quels qu'ils soient, et surtout pas aux jeunes Noirs. Les déficits se trouvent dans les systèmes et les structures qui n'ont jamais été conçus pour soutenir et protéger les jeunes Noirs.

La Vie des idées : Vous insistez également sur le fait que les programmes communautaires peuvent aussi devenir un lieu de résistance contre les effets des politiques néolibérales sur l'éducation. Pouvez-vous développer ce point ? Pensez-vous que les travailleurs communautaires, les éducateurs peuvent avoir une plus grande autonomie vis-à-vis des politiques nationales que d'autres professionnels, comme les enseignants ?

Bianca Baldridge : Les professionnels de l'animation socio-éducative sont parfois appelés éducateurs communautaires, parfois coachs ou mentors, ils ont simplement des noms différents. J'utilise le terme « youth-worker » ou « youth-work professional » parce que je pense qu'il est lisible, non seulement aux États-Unis, mais aussi au Royaume-Uni. Ce qu'il est important de comprendre à propos des travailleurs de jeunesse en tant que groupe de professionnels de l'éducation ou de jeunes, c'est que, de la même manière que le paysage de l'éducation communautaire est vaste, les travailleurs de jeunesse entrent dans la profession sous toutes sortes d'angles différents, et cela est lié au niveau d'autonomie qu'ils ont ou n'ont pas.

Par exemple, vous avez mentionné le travail social, en France, comme un moyen pour les travailleurs de jeunesse d'accéder à cette profession. Aux États-Unis, de nombreux animateurs viennent à l'éducation communautaire par le biais du travail social, des programmes de psychologie communautaire ou en tant que bénévoles au lycée ou à l'université, sur lesquels ils tombent par hasard. Certains jeunes travailleurs sont titulaires d'un diplôme de fin d'études secondaires, d'autres d'un diplôme universitaire et parfois d'un diplôme d'études supérieures. Il y a des animateurs dont l'organisation peut exiger qu'ils obtiennent une licence pour pouvoir travailler avec

des jeunes. Ils doivent donc suivre leurs heures de travail et s'assurer qu'ils respectent les normes de leur organisation.

D'autre part, les animateurs de jeunesse n'ont jamais reçu de formation formelle sur la manière de s'engager avec les jeunes. Ainsi, tout comme le domaine lui-même est situé dans un grand nombre de secteurs différents, les animateurs de jeunesse, les membres du personnel qui travaillent dans ces organisations varient également. Par conséquent, leur niveau d'autonomie dépend réellement des types d'organisations dans lesquelles ils travaillent.

Mon projet de livre actuel porte sur les animateurs de jeunesse noirs aux États-Unis. Mon équipe de recherche et moi-même avons interrogé près de 100 personnes dans tous les États-Unis. Il s'agit d'animateurs de jeunesse qui travaillent à temps partiel ou à temps plein directement avec les jeunes, élaborent des programmes, dirigent des organisations ou coordonnent un programme spécifique, des organisations, des universitaires qui étudient le travail des jeunes depuis des dizaines d'années, des personnes influentes sur le plan politique, des personnes liées aux gouvernements locaux et d'État qui travaillent au sein de réseaux d'activités extrascolaires et établissent des liens entre les districts scolaires et l'éducation communautaire, ainsi qu'avec des services municipaux de parcs et de loisirs et d'autres villes.

Toutes ces personnes ont participé à ce projet de livre. Leurs expériences varient. Certaines d'entre elles peuvent être bien rémunérées, avoir des horaires gérables, être épanouies et avoir des possibilités d'évolution dans leur poste, ce qui signifie qu'elles peuvent aspirer à des postes de direction. Il se peut qu'ils s'engagent auprès des jeunes en tant que membres du personnel à temps partiel. Ils sont peut-être à temps plein, mais ils commencent à diriger un programme ou à accéder à des niveaux de responsabilité plus élevés au sein de l'organisation. Il y a aussi les jeunes travailleurs qui luttent contre l'insécurité en matière de logement ou d'alimentation, ou qui font du « youth-patchwork » : ils travaillent dans une organisation pendant quelques heures, puis dans une autre, etc. Ils peuvent travailler pour deux ou trois organisations différentes pour essayer de joindre les deux bouts. C'est aussi une profession où certains travailleurs ne bénéficient pas de soins de santé ou d'avantages sociaux adéquats. Pour les jeunes travailleurs qui entrent dans la profession, qui sortent de l'université avec une dette noire, il est presque impossible de rembourser cette dette.

Et une partie de cette lutte est liée au fait que beaucoup d'organisations de jeunesse appartiennent au secteur non lucratif. Ce sont des organisations à but non lucratif. Et pour ceux qui étudient les organisations à but non lucratif (comme dans l'éducation, les soins de santé), les travailleurs souffrent souvent, luttent et travaillent de longues heures pour un salaire très bas. Ils sont essentiels à notre mode de vie. Ils sont essentiels au fonctionnement de la société, mais nous ne nous occupons pas bien d'eux. J'ai notamment fait valoir que dans les professions à but non lucratif liées aux soins et à l'éducation, il y a ce sentiment de pression qui fait appel aux sentiments : « C'est un bon travail, c'est un travail noble. Alors bien sûr, vous allez le faire, nous n'avons pas besoin de vous payer parce que vous devez vous soucier de bien faire les choses. » Eh bien, oui, il est bon et gratifiant de s'engager auprès des jeunes et d'accompagner leur croissance et leur développement. C'est merveilleux. Pourtant, les gens méritent d'être payés. Ils méritent un salaire décent. Ils méritent d'être logés et de pouvoir prendre soin d'eux-mêmes et de leur famille.

La Vie des idées : Plusieurs de vos articles se concentrent sur des contextes libéraux autoproclamés, comme celui de Boston, et sur la manière dont ils peuvent encadrer les effets des programmes communautaires destinés aux jeunes Noirs. Pouvez-vous expliquer les spécificités de ces contextes libéraux ou perçus comme progressistes sur les jeunes travailleurs, et comment ils prennent en compte les difficultés qu'ils ciblent ?

Bianca Baldridge : Les villes qui se proclament progressistes ou libérales ont tendance à se préoccuper de tous les membres de la communauté, de tous les habitants de la ville, ou à s'intéresser aux questions de justice sociale. L'une de mes recherches s'est déroulée dans une ville qui se déclare progressiste et libérale, majoritairement blanche, avec une population croissante de Latino-Américains, d'indiens et de Noirs. Ce qui était vraiment intéressant dans cet espace, c'est qu'un rapport a été publié sur les disparités raciales dans cette ville, où les jeunes Noirs et les membres de la communauté noire se trouvaient vraiment au bas de l'échelle de tous les indicateurs de réussite sociale, économique et éducative. 74 % des enfants noirs vivent en dessous du seuil de pauvreté. Les enfants noirs ont plus d'interactions avec la police, ont moins de chances d'obtenir un diplôme.

Il y a toutes ces statistiques sur les disparités raciales. Ce qui était intéressant, lorsque ce rapport est sorti, c'est que beaucoup de résidents blancs, et de résidents autoproclamés progressistes, libéraux, qui étaient du côté de la justice sociale, étaient vraiment choqués, alors que les résidents noirs de la communauté, eux, étaient tout à

fait d'accord : « Eh bien, nous vous disons depuis des années, des décennies, que l'inégalité existe et que ces disparités existent, en particulier dans nos écoles ». Il y avait ce sentiment : « Oh, ça ne peut pas être nous, parce que cette ville est régulièrement élue comme l'un des meilleurs endroits pour élever une famille, pour être un enfant. » Pourtant, c'est le pire endroit pour être noir. Et ce que j'ai appris en discutant avec des éducateurs communautaires, des animateurs de jeunesse dans leur ville, c'est que certains des problèmes liés à cette surprise ou à ce choc parmi les résidents blancs se trouvaient également dans leurs organisations, en particulier celles qui étaient dirigées par des Blancs progressistes, libéraux et bien intentionnés, des organisations dont les membres du personnel étaient majoritairement noirs et latinos et où les animateurs de jeunesse s'occupaient directement des jeunes.

Ce que j'ai appris et ce que j'ai entendu de la part de beaucoup de ces jeunes travailleurs, noirs en particulier, c'est qu'il y a un plafond de verre, qu'ils ne sont pas promus à des postes de pouvoir. Ces dirigeants d'organisations très progressistes et très bien intentionnés conviennent que davantage d'organisations dans cette ville devraient être dirigées par des membres de la communauté qu'elles servent, mais encore une fois, ils n'ont pas ouvert la voie pour que beaucoup de ces jeunes travailleurs puissent assumer des rôles de direction.

J'ai également constaté ce qui pour moi est de l'exploitation : un certain nombre d'animateurs noirs qui n'ont peut-être pas de diplôme d'études supérieures ou même de diplôme universitaire, mais qui ont passé des décennies à travailler avec les jeunes, au point que les organisations qui reçoivent beaucoup de fonds, qui sont en quelque sorte le bien le plus précieux de la ville, solliciteront le soutien des animateurs pour leurs connaissances, leur expertise et leur lien avec la communauté, leur capacité à connaître et à comprendre la communauté, mais ne les paieront pas pour leur temps ou ne les embaucheront pas, même s'ils reçoivent des appels presque tous les deux jours sur leur travail avec les jeunes. Je considère cela comme de l'exploitation. Et eux aussi considèrent cela comme de l'exploitation. Et cela se répercute même au niveau de l'engagement avec les jeunes.

Par exemple, de nombreuses organisations s'engagent à faire participer les jeunes de couleur à des conversations sur la race et l'identité. L'une de mes tâches préférées en tant que professionnelle de l'animation socio-éducative consistait à travailler avec des élèves de troisième et de seconde sur le développement de l'identité sociale, en parlant de l'identité sexuelle, de l'identité raciale, de l'identité ethnique, de la nationalité, et de la façon dont toutes ces choses se recoupent et de la façon dont ils

se sentent eux-mêmes, dont ils se sentent dans leur famille, dont ils se montrent dans le monde. Tout cela était vraiment essentiel, ces conversations sur l'identité, mais aussi sur le monde.

Or, pendant ce temps, Mike Brown a été assassiné. Trayvon Martin a été assassiné. George Floyd a été assassiné. Breonna Taylor, Tony McDade, et j'en passe. Et dans la communauté que j'ai mentionnée, un jeune homme, récemment diplômé du lycée, a également été tué par la police, sans arme. Ces événements se passaient dans la communauté et les jeunes avaient besoin d'un endroit pour en parler : non seulement de ce qu'ils vivaient dans leurs écoles, mais aussi de ce qui se passait avec leurs amis, dans la ville, mais aussi à l'échelle nationale. Ainsi, de nombreux animateurs de jeunesse que j'ai interrogés ont décrit comment ces types de conversations peuvent être interrompues dans les organisations qui, une fois encore, prétendent être progressistes mais ne sont pas à l'aise avec la conversation sur la race, ou ne sont pas à l'aise pour parler de la manière dont la suprématie blanche peut se manifester dans leurs organisations, dans leurs écoles et dans la dynamique de travail au sein de l'organisation.

C'est donc très frustrant pour beaucoup d'animateurs. Ce que j'ai découvert, c'est que cette situation est très répandue aux États-Unis, où de nombreux travailleurs de jeunesse ont l'impression d'être des pions. Ils peuvent figurer dans la documentation de l'organisation, on peut parler d'eux devant des bailleurs de fonds ou des bailleurs de fonds potentiels. Mais encore une fois, ils n'ont aucun pouvoir de décision.

Lorsque nous pensons aux organisations noires historiques comme le Black Panther Party ou le SNCC (Student Non-violent Coordinating Committee), aux églises noires, aux activités de défense des droits civiques, etc., il était de notre devoir de préparer les jeunes à la façon dont le monde fonctionne, à ce à quoi ils seront confrontés lorsqu'ils iront à l'école, en particulier dans les écoles intégrées. Il était de leur devoir de les aider à déconstruire le fonctionnement du monde, le fonctionnement des institutions, la façon dont les institutions pouvaient les voir. Cela a toujours fait partie de l'héritage de l'éducation des Noirs, à l'école comme en dehors de l'école. Je considère que le développement sociopolitique fait partie d'un héritage, d'un très long héritage de préparation des jeunes noirs au monde tel qu'il est.

Les animateurs de jeunesse noire se considèrent également comme faisant partie de cette tradition et, dans mon livre actuel, j'ai l'intention de situer les animateurs de jeunesse noire aux côtés des combattants de la liberté, des éducateurs

et des dirigeants noirs qui ont créé des institutions et des publications noires indépendantes, qui ont considéré qu'il était de leur devoir de permettre à la jeunesse noire non seulement d'apprendre, mais aussi d'être politiquement et socialement consciente et d'avoir un sens très fort de la communauté et de la fierté pour leur communauté.

Traduction: A. Suhamy

Publié dans laviedesidees.fr, le 30 mai 2025.